



**UFC-QUE CHOISIR  
DU BAS-RHIN**

1a, Place des Orphelins  
67000 STRASBOURG

Tél. : 03 88 37 31 26  
basrhin.ufcquechoisir.fr

**UFC-QUE CHOISIR  
DU HAUT-RHIN**

100 avenue de Colmar  
68100 MULHOUSE

Tél. : 07 82 47 11 58  
hautrhin.ufcquechoisir.fr

Madame Josiane CHEVALIER  
Préfète de la région Grand Est

Préfecture de Région Grand-Est  
5, Place de la République  
67073 Strasbourg Cédex

Strasbourg, le 8 avril 2021

Madame la Préfète,

Le Conseil Constitutionnel, dans sa décision du 19 mars dernier, a déclaré contraire à la Constitution la procédure d'élaboration des chartes départementales permettant de réduire les distances minimales d'épandage de pesticides près des habitations, abrogeant *de facto* les 80 chartes départementales élaborées. Dans le prolongement de cette décision, immédiatement applicable, permettez-nous de vous demander les mesures que vous entendez prendre afin de garantir son effectivité et, donc, le plein respect des distances minimales de 5 et 10 mètres selon les cultures, et plus généralement les actions que vous entendez mettre en œuvre pour protéger la santé des riverains contre les pesticides.

En effet, dans sa décision, le Conseil Constitutionnel a souligné que les chartes, qui régissent les conditions d'utilisation à proximité des habitations des produits phytopharmaceutiques, ont une incidence directe et significative à la fois sur la biodiversité et sur la santé publique. Par sa décision, le Conseil Constitutionnel a donc donné raison aux organisations qui, comme l'UFC-Que Choisir, soulignent l'enjeu sanitaire et environnemental des pesticides.

Alors que la saison d'épandages va bientôt battre son plein, et que bon nombre de riverains compte tenu de la crise sanitaire restent confinés chez eux, il est crucial que leur santé et environnement soient pleinement respectés. Dès lors que les chartes départementales, sous couvert desquelles certains agriculteurs entendaient réduire encore les distances minimales, ont été invalidées par le Conseil Constitutionnel, il nous apparaît impératif que le cadre réglementaire soit très clairement et urgemment rappelé à l'ensemble des acteurs et que des contrôles soient diligentés pour s'assurer du plein respect de ce dernier.

Plus largement, si une nouvelle concertation devait être organisée sur le sujet, vous comprendriez que nous vous demandions de vous assurer que celle-ci permette, comme le souligne le Conseil Constitutionnel, l'expression de toutes les parties prenantes et ne soit pas biaisée. En effet, certaines consultations étaient tellement orientées qu'elles n'ont pas permis un véritable débat.

Enfin, alors que s'achève la semaine des alternatives aux pesticides, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir indiquer les mesures que vous entendez prendre pour une meilleure protection et information des populations vivant à proximité des parcelles agricoles traitées, ainsi qu'une réelle protection des milieux et, en particulier, de la ressource en eau.

Comptant sur votre détermination à garantir l'effectivité du cadre réglementaire et de la décision du Conseil Constitutionnel, nous vous prions de croire, Madame la Préfète, à l'assurance de notre haute considération.



Didier CORNU

Président de l'UFC-Que Choisir du Bas-Rhin

René HENGEL

Président de l'UFC-Que Choisir du Haut-Rhin